

Lundi 9 mars 2020

Sous le coronavirus, la contestation couve toujours

« Notre système de santé est prêt et notre vigilance est au plus haut niveau. » Contre le coronavirus, le ministre de la santé Olivier Véran a visiblement choisi l'arme de l'antiphrase et de l'humour involontaire, bien que le sujet ne prête pas à rire. Que le système de santé ne soit précisément pas prêt à gérer une épidémie comme celle-ci, faute de moyens et de personnels, c'est précisément ce que dénoncent depuis bientôt un an les hospitaliers qui ont encore battu le pavé le 14 février dernier.

Qui va payer la facture ?

Vendredi soir, le gouvernement a activé les « plans blancs » dans tous les hôpitaux. Seraient-ce enfin les moyens tant attendus ? Même pas ! Car ces plans permettent surtout de réquisitionner les personnels en repos et de trier les patients, en déprogrammant les soins pour les maladies « moins urgentes ». Il faudra donc gérer l'afflux de patients à budget quasi-constant.

Les patrons dont les affaires vont être perturbées par la maladie font d'ores et déjà savoir que ce sont les travailleurs qui vont payer la facture. À Air France, la direction pousse les salariés à prendre des congés sans solde ou à anticiper leurs vacances et a déjà annoncé le gel des embauches. Une compagnie suédoise, SAS, donne déjà dans le chômage technique.

Le gouvernement français vient de décréter « l'état d'urgence économique » avec des mesures en faveur des entreprises (étalement du paiement des impôts et cotisations sociales, facilitation des crédits de trésorerie, etc.). Mais qu'a-t-il prévu pour contraindre les patrons à payer intégralement les salariés confinés chez eux ? Pour geler les licenciements et les suppressions d'emplois ?

« On dit stop ! On se lève et on se bat »

Macron, qui s'affiche beaucoup depuis quelques jours – sans plus serrer de mains, de peur d'être contaminé ! –, a réuni jeudi après-midi des chercheurs spécialisés. Le même jour, 8 600 chercheurs et

étudiants manifestaient à Paris contre la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) qui va aggraver le manque de moyens dans ce domaine. À cette occasion, un scientifique qui travaille depuis 17 ans sur le coronavirus admettait que « la majorité des projets qu'on avait sur le virus était en stand-by, en partie à cause de problèmes de financement ». Dans les laboratoires comme à l'hôpital, la même austérité produit les mêmes effets : faute de moyens, l'épidémie pourrait vite se transformer en crise sanitaire.

Donc la contestation couve toujours. La semaine dernière, des lycéens se sont encore mobilisés contre la tenue des nouvelles épreuves du bac, les E3C, obtenant parfois le report. Et les cortèges de samedi soir et de dimanche pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes étaient plus fournis et plus jeunes que d'habitude.

Mais à chaque fois, le gouvernement répond par la matraque et les gaz lacrymogènes, que ce soit contre les lycéens ou contre celles (et ceux !) qui manifestaient samedi soir dernier à Paris.

Macron et ses larbins ne sont pour rien dans l'épidémie de coronavirus, mais ils espèrent bien qu'elle étouffe les braises toujours chaudes de la colère sociale. C'est ainsi que le premier ministre a fait passer en douce son 49.3. Mais attention à l'effet boomerang. Les raisons de cette colère n'ont pas disparu et les occasions de se faire plus qu'entendre non plus ! Un vent de remise en cause du système capitaliste souffle dans le pays, au moins aussi contagieux qu'un virus...



Les brèves de la gare

C'est 300 € pour tous qu'il nous faut !

La direction de la SNCF a interdit la diffusion des listings de notation, bien que sur certains chantiers des militants syndicaux soient passés outre.

Le système des notations n'a jamais été synonyme d'équité et de transparence : elles ont toujours été utilisées pour tendre une carotte à certains et en punir d'autres. Mais avec la disparition des listings, la direction veut rendre ce système encore plus opaque, en se donnant le droit de choisir de façon encore plus ouverte qui bon lui semble sur des critères bien éloignés du travail.

Introduisant progressivement la négociation individuelle sur les salaires, elle essaye de museler les recours collectifs. Car, ne nous y trompons pas, si les notations n'ont jamais permis à nos salaires de suivre l'augmentation du coût de la vie, ce que la boîte veut nous faire avaler, c'est qu'on aille individuellement, isolés, quémander des augmentations de salaires, renforçant l'utilisation de la carotte et du bâton.

Le seul moyen d'avoir de vraies augmentations de salaire, c'est de les imposer par la lutte et le nombre. Les miettes que la direction distribue à certains ne changeront rien. L'argent de nos salaires se trouve dans les poches des actionnaires.

Coronavirus : et à la SNCF ?

Entre les médias qui tournent en boucle et les affichages anti-bises et pro-lavage de mains qui fleurissent au boulot, difficile de passer à côté de l'agitation collective autour du Covid-19. Et sans exagérer les risques, on peut légitimement s'interroger sur les moyens alloués par la boîte pour garantir notre sécurité au boulot. Où sont les stocks de masques, gants ou de gel hydro-alcoolique ? Quel nettoyage des guichets, des cabines de conduite ou des postes d'aiguillage entre deux services ? Quels effectifs supplémentaires pour remplacer les collègues placés en quarantaine alors que le sous-effectif est omniprésent ?

Si les mesures conseillées au grand public ne sont pas appliquées au travail, aucune raison de se mettre en danger : droit de retrait.

Politique d'économies : un terrain glissant

Le 5 mars, un TGV Strasbourg-Paris a déraillé sur la LGV Est à 270 km/h suite à la déformation de la voie provoquée par un glissement de terrain. Une vingtaine de blessés, dont 3 graves –le conducteur et un ASCT notamment.

Un tel accident sur une voie aussi récente (ouverte en juillet 2016) montre l'ampleur des économies faites à la SNCF : les tournées d'inspection des voies, mais aussi des remblais et talus et de leur système de

drainage permettaient de faire face à ce genre de risque. Mais la direction a préféré les réduire au minimum.

Et Lagardère vient à Guillaume

Quelques semaines à peine après avoir laissé la direction de la SNCF, voilà que Guillaume Pépy a été appelé pour venir à la rescousse de son ami Arnaud Lagardère en entrant au conseil de surveillance de ce géant de l'édition et du *travel retail* (comprendre : la gestion des commerces des gares, aéroports et autres *duty free*).

Après avoir instauré la vente de billets de train dans les bureaux de tabacs, le voilà qui va vendre des revues et des cigarettes dans les gares. Quel farceur ce Guillaume.

« Désormais on se lève et on se bat »

C'était un des slogans parmi les milliers de pancartes qui ont été brandies dans les manifestations du 8 mars pour les droits des femmes.

Nous étions des dizaines de milliers à battre le pavé dimanche pour dénoncer les violences et les inégalités qui sont le lot de la majorité des femmes dans cette société.

149 femmes assassinées par leur conjoint en 2019, chiffre en augmentation de 18 % en un an; salaires inférieurs en moyenne de 26 % à ceux des hommes; pire encore pour les retraites inférieures de 42 % (de 29 % en fait avec les compensations sociales qui risquent de disparaître avec la réforme Macron).

Les inégalités et l'exploitation que subissent les travailleurs aux premiers rangs desquels les femmes, ne sont pas une fatalité, elles se combattent et on est bien partis !

Le 15 mars, votez pour les listes d'extrême gauche !

La véritable opposition au gouvernement de Macron et Philippe, c'est celle des travailleurs en lutte. Elle s'est exprimée par la grève et dans les manifestations, dans le mouvement des Gilets jaunes comme dans la mobilisation contre la réforme des retraites.

Aux élections municipales du 15 mars, des listes d'extrême-gauche, présentées par le NPA ou par LO, porteront la voix des travailleurs et de leurs combats dans quelques centaines de villes du pays. Voter pour ces listes, comme celles de Lutte Ouvrière dans trois secteurs à Marseille, c'est exprimer sans ambiguïté son opposition à Macron et à son gouvernement au service du capitalisme.